

MADAGASCAR - GRAND SUD & GRAND SUD-EST

Les cyclones et les inondations fragilisent la population du Grand Sud-Est de Madagascar. Le Sud se remet peu à peu de la longue sécheresse mais la situation reste très précaire.

ANALYSE DE L'INSÉCURITÉ ALIMENTAIRE

AIGUË DE L'IPC
AVRIL 2022- MARS 2023
Publié le 30 mai 2022

ACTUELLE (AVRIL À AOÛT 2022)	
1,68 M 32% de la population analysée Personnes en insécurité alimentaire aiguë élevée (Phase IPC 3 ou +) AYANT BESOIN D'UNE ACTION URGENTE	Phase 5 0 Catastrophe
	Phase 4 189 000 Urgence
	Phase 3 1 495 000 Crise
	Phase 2 2 142 000 Stress
	Phase 1 1 424 000 Sécurité alimentaire

PROJETÉE 1 (SEPTEMBRE À NOVEMBRE 2022)	
1,95 M 37% de la population analysée Personnes en insécurité alimentaire aiguë élevée (Phase IPC 3 ou +) AYANT BESOIN D'UNE ACTION URGENTE	Phase 5 0 Catastrophe
	Phase 4 222 000 Urgence
	Phase 3 1 723 000 Crise
	Phase 2 2 106 000 Stress
	Phase 1 1 199 000 Sécurité alimentaire

PROJETÉE 2 (DÉCEMBRE 2022 À MARS 2023)	
2,06 M 39% de la population analysée Personnes en insécurité alimentaire aiguë élevée (Phase IPC 3 ou +) AYANT BESOIN D'UNE ACTION URGENTE	Phase 5 0 Catastrophe
	Phase 4 285 000 Urgence
	Phase 3 1 779 000 Crise
	Phase 2 2 090 000 Stress
	Phase 1 1 096 000 Sécurité alimentaire

VUE D'ENSEMBLE

Après ANA, BATSIRAI et DUMAKO, EMNATI est le quatrième système météorologique ayant impacté Madagascar en l'espace de 40 jours entre fin-janvier et le début du mois de mars. Les trois régions du Grand Sud Est ont en particulier été fortement affectées par ces cyclones et tempêtes tropicales: VATOVAVY, FITOVINANY et ATSIMO ATSINANANA. Pour la première fois, les Districts du Grand Sud Est, à l'exception de Vangaindrano, sont classés en **Phase 3 de l'IPC (Crise)** même en pleine période de récolte. Le nombre de population en **Phase 4 de l'IPC (Urgence)** est d'environ 67 000 personnes (dont 15% de la population de Mananjary et 5% de la population de Manakara). **Près de 638 000 personnes sont classées en Phase 3 (Crise) de l'IPC ou plus** nécessitant une action urgente, représentant 31% des populations des districts analysés.

Pour le Grand Sud, même si la situation demeure fragile, celle-ci s'est nettement améliorée comparativement à celle du mois d'avril 2021, avec une baisse de la population classée en Phase 4 de l'IPC (Urgence). Malgré les aides humanitaires qui constituent le principal support de l'économie des ménages, sur la période d'avril à août 2022, 33% de la population du Grand Sud se trouve encore en insécurité alimentaire élevée (Phase 3 de l'IPC ou plus), dont **122 000 personnes en Phase 4 de l'IPC (Urgence)**, et **925 000 en Phase 3 de l'IPC (Crise)**. Bien que les précipitations aient été au rendez-vous, la production demeure faible même si une augmentation conséquente, supérieure aux deux campagnes précédentes, a été observée ou est attendue dans quelques districts. Le District de Bekily constitue une exception dans cette tendance avec 55% de sa population en situation de Crise (Phase 3 de l'IPC) ou pire à cause de la sécheresse. Ambovombe est également en difficulté avec 45% de sa population en Phase 3 de l'IPC (Crise) ou plus.

Pour les mois à venir, aussi bien pour la première période projetée (septembre à novembre 2022) que pour la seconde projection (décembre 2022 à mars 2023), une dégradation de la situation de sécurité alimentaire est attendue pour les districts analysés. Le contexte mondial (COVID-19, crise russo-ukrainienne) affectera l'inflation et le pouvoir d'achat des ménages. Les faibles récoltes attendues contraindront les populations à s'approvisionner sur les marchés dont les prix seront très volatiles. Les ménages mettront en place des stratégies alimentaires et de crise et parfois d'urgence, basées sur les moyens d'existence productifs selon les districts. Ainsi, pour la première période projetée, 1,95 million de personnes sont susceptibles d'être en insécurité alimentaire élevée (Phase 3 de l'IPC ou plus), avec une légère diminution de la population en Phase 4 de l'IPC (Urgence) dans le Grand Sud Est : cette diminution s'explique par les effets positifs des aides humanitaires distribuées sur la période courante et la relance agricole en cours. Par ailleurs, pour le Grand Sud, le nombre de personnes en Phase 3 de l'IPC (Crise) ou plus pourrait connaître une hausse modérée, cette période coïncidant avec les dépenses relatives à la rentrée scolaire et la période de soudure.

Outre les effets du COVID-19 et de la crise russo-ukrainienne, sur la période de pic de soudure de décembre à mars 2023, une multitude de circonstances sont attendues avec la période d'inondations et de cyclones, des augmentations de prix des denrées alimentaires et non alimentaires de bases combinées à la difficulté d'approvisionnement des marchés et le pic des maladies liées à l'eau et vectorielle ainsi que les dégâts des déprédateurs sur les cultures. Deux districts du Grand Sud sont susceptibles de basculer en **Phase 4 de l'IPC (Urgence)**, **Bekily et Amboasary Atsimo**, tandis que le reste des districts d'analyse seraient en Phase 3 de l'IPC (Crise). Le nombre de population en insécurité alimentaire élevée (Phase 3 de l'IPC ou plus) dépasserait le cap des 2 millions de personnes avec près de 285 000 personnes en Phase 4 de l'IPC (Urgence).

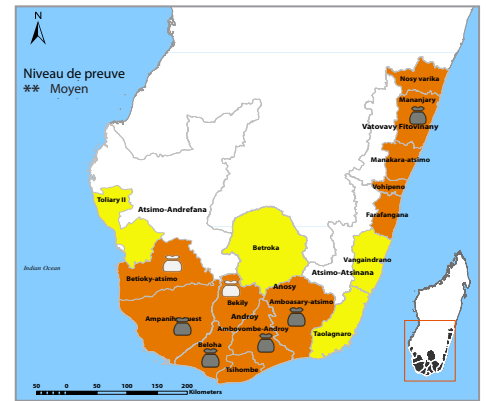
Facteurs déterminants

Cyclones et inondations
Les deux cyclones tropicaux intenses ont entraîné des inondations et des destructions massives sur les secteurs agricoles provoquant des pertes sur la production, les sources de revenu et de nourriture des ménages.

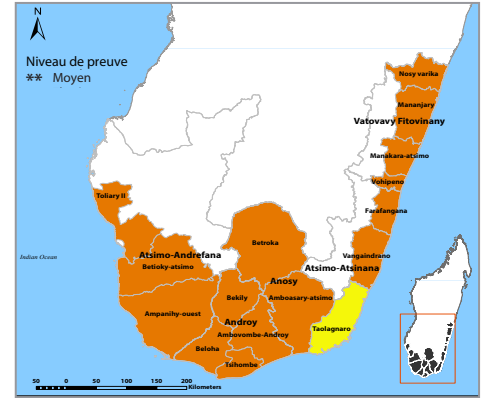
Sécheresse
Les précipitations tardives et erratiques, surtout au stade de semis pour les zones à forte potentialité agricole du Grand Sud, ont entraîné de faibles productions.

Chocs des prix
Le contexte COVID-19 et la crise russo-ukrainienne conjugués avec les pertes de récoltes à cause des phénomènes climatiques peuvent rapidement dégrader le taux d'inflation rampant en inflation galopante.

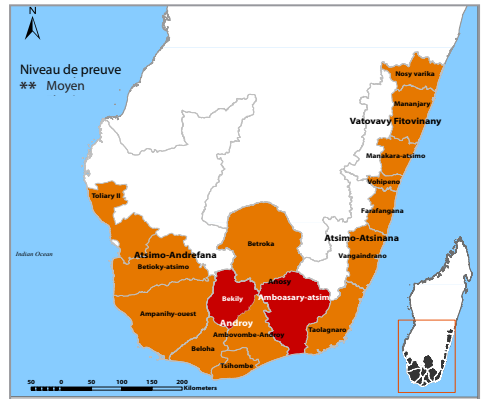
Insécurité alimentaire aiguë actuelle Avril à août 2022



Insécurité alimentaire aiguë projetée 1 Septembre à novembre 2022



Insécurité alimentaire aiguë projetée 2 Décembre 2022 à mars 2023



Niveau de preuve
** Moyen

Classification des zones d'installation urbaines
● Classification des zones d'installation urbaines
▲ Classification des zones d'installation de PDI/autres

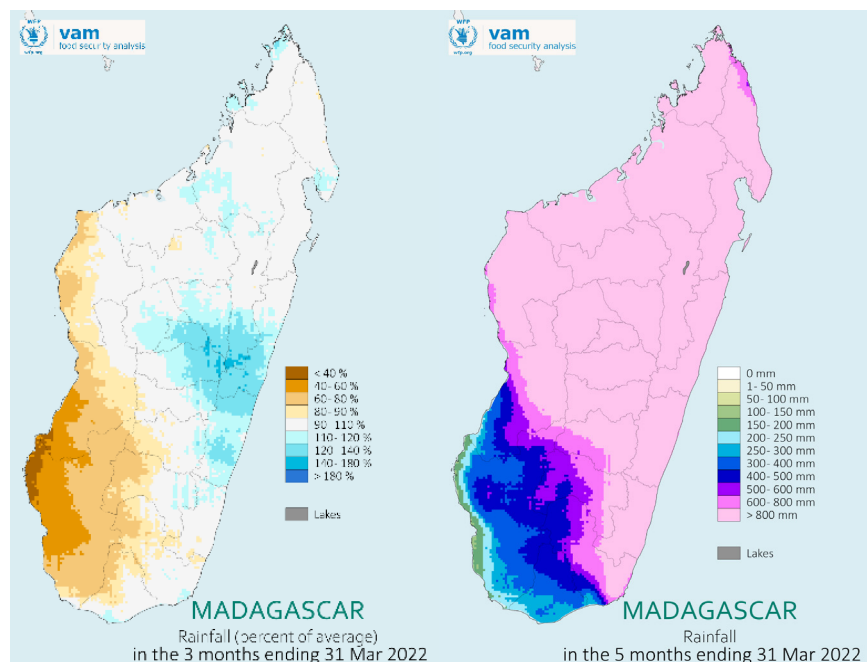
Zones avec preuves insuffisantes
□ Zones non analysées

La zone reçoit une importante aide alimentaire humanitaire (prié en compte dans la classification des phases)
Au moins 25% des ménages ont 25-50% de leurs besoins caloriques couverts par l'aide alimentaire humanitaire.
Au moins 50% des ménages ont plus de 50% de leurs besoins caloriques couverts par l'aide alimentaire humanitaire.

Symboles de la carte
1 - Minimale
2 - Stress
3 - Crise
4 - Urgence
5 - Famine

VUE D'ENSEMBLE DE L'INSÉCURITÉ ALIMENTAIRE AIGUË ACTUELLE (AVRIL À AOÛT 2022)

Pour la période actuelle (avril – août 2022), 1,68 million de personnes sont classées en insécurité alimentaire aiguë élevée (Phase 3 de l'IPC ou plus), soit 32% de la population analysée dont 189 000 personnes en situation d'Urgence (Phase 4 de l'IPC) et 1,5 million en Crise (Phase 3 de l'IPC). Les districts les plus touchés par cette insécurité alimentaire sont la plupart des districts du Grand Sud (à l'exception de Toliara 2, Betroka et Taolagnaro classés en Stress (Phase 2 de l'IPC)) et, exceptionnellement, cinq des six districts analysés pour le Grand Sud Est. Dans cette zone, seul le District de Vangaindrano apparaît faiblement touché par l'insécurité alimentaire.



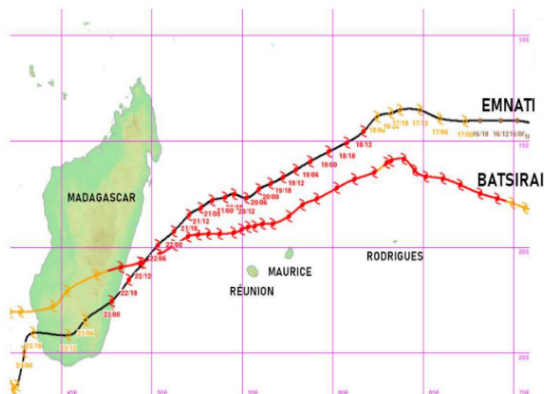
Les précipitations tardives et erratiques constituent le facteur déterminant de l'insécurité alimentaire dans le Grand Sud, en particulier pour les Districts de Betioky et de Bekily. En dépit de l'assistance humanitaire, ces deux zones foncièrement agricoles ont beaucoup souffert des déficits pluviométriques. Plusieurs tentatives de semis ont été réalisées par les ménages agricoles, qui faute de temps, de moyens matériels et de semences n'ont pas pu étendre de manière optimale les zones emblavées. Les ménages agricoles du Grand Sud se sont en effet plaints de l'absence et de l'insuffisance de semences.

Pour le Grand Sud Est, les cyclones tropicaux intenses EMNATI et BATSIRAI au début et pendant la grande campagne agricole ont provoqué des dégâts énormes sur les secteurs agricoles et la perte pour certains ménages de leurs biens essentiels (destruction des habitations, pertes des ustensiles de cuisines).

Le dernier bilan du BNGRC-OCHA estime que la population en besoin d'une réponse d'urgence à très court terme est de 423 000 personnes dans les zones se trouvant sur les trajectoires des cyclones. Les pertes et dégâts sur les secteurs agricoles sont également importants et estimés à plus de 140 millions de USD.

Les chocs de prix constituent également un autre facteur déterminant de l'insécurité alimentaire. L'inflation saisonnière attendue pendant le pic de soudure devrait normalement être atténuée pendant la période d'analyse actuelle qui correspond à une période de récolte. Selon les prévisions de l'INSTAT, l'inflation attendue pour l'année 2022 affiche un niveau élevé de 7%. Cette prévision a été établie au début de l'année en tenant compte du contexte COVID-19 mais avant la crise qui oppose actuellement l'Ukraine et la Russie. Depuis l'avènement de cette crise, outre la pression sur certaines marchandises, les cours du pétrole se sont envolés passant

Route des cyclones EMNATI et BATSIRAI



Source : <https://www.cycloneoi.com/>

Evolution du prix du pétrole brut



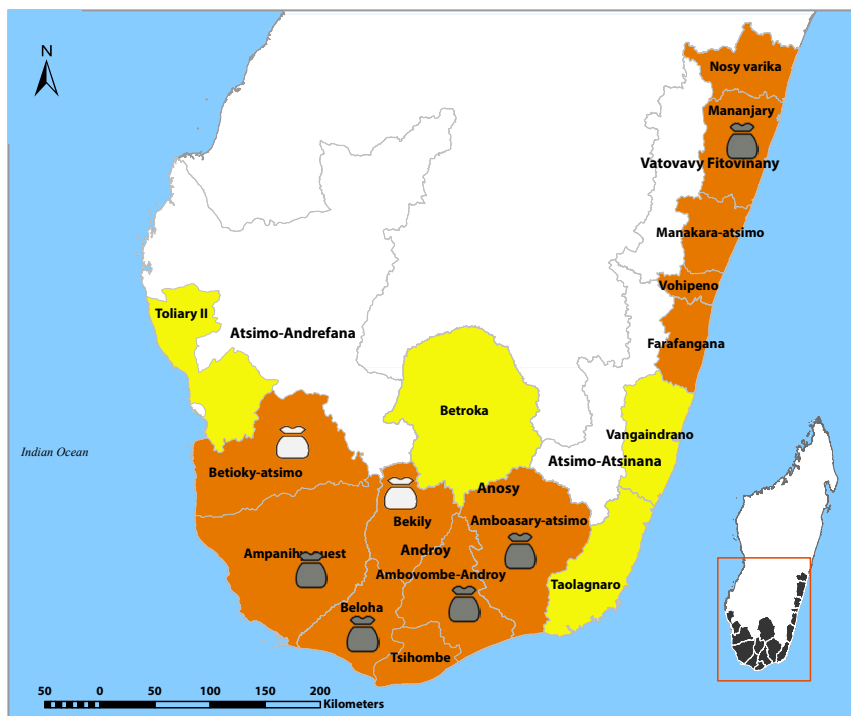
<https://tradingeconomics.com/commodity/crude-oil>



de 74,4 USD le prix du baril de pétrole brut Brent (Londres) à 117,2 USD en mars 2022. Si à Madagascar, le prix du gasoil est resté à 3 400 MGA depuis décembre 2020, une répercussion de cette hausse sur les marchés internationaux est attendue au niveau national. Par ailleurs, une dépréciation de l'Ariary est également attendue face au marasme économique. Ces éléments ont d'ores et déjà induit une augmentation du panier des produits de première nécessité (PPN). Dans certains Districts, les prix du riz importé affichent depuis le début de la crise russo - ukrainienne des hausses importantes. Sur la période courante de l'analyse, les prix des produits importés risquent de se stabiliser à des niveaux élevés.

Sur cette même période, d'une manière générale, la faible production agricole oblige les ménages à se tourner vers les marchés pour leur approvisionnement les rendant vulnérables à la volatilité et aux niveaux élevés des prix. En outre, dans les régions du Grand Sud, les opportunités de travail sont faibles, ce qui provoque une dégradation continue de la situation et une dépendance aux assistances humanitaires. A l'inverse, pour le Grand Sud Est, les opportunités de travail existent étant donné le climat toujours propice à la relance agricole (ensoleillement, température et précipitation) laissant augurer des sources de revenus potentielles pour les ménages vivant de leur vente de main d'œuvre. Celles-ci demeureront toutefois relativement faibles par rapport aux opportunités habituelles notamment dans les zones fortement touchées par les cyclones.

CARTE ET TABLEAU DE LA POPULATION DE LA SITUATION ACTUELLE AU GRAND SUD (AVRIL À AOÛT 2022)



LÉGENDE

Classification IPC des phases d'insécurité alimentaire aiguë (IAA)

(la Phase cartographiée représente la sévérité qui touche au moins 20 % de la population)

- 1 - Minimale
- 2 - Stress
- 3 - Crise
- 4 - Urgence
- 5 - Famine
- Zones non analysées

La zone reçoit une importante aide alimentaire humanitaire

(pris en compte dans la classification des phases)

Au moins 25% des ménages ont 25-50% de leurs besoins caloriques couverts par l'assistance alimentaire humanitaire

Au moins 25% des ménages ont plus de 50% de leurs besoins caloriques couverts par l'assistance alimentaire humanitaire

Niveau de preuve
** Moyen

Région	District	Population totale analysée	Phase 1		Phase 2		Phase 3		Phase 4		Phase 5		Zone Phase	Phase 3+	
			#per.	%	#per.	%	#per.	%	#per.	%	#per.	%		#per.	%
Androy	Ambovombe-androy	422 222	63 333	15	168 889	40	168 889	40	21 111	5	0	0	3	190 000	45
	Bekily	275 860	27 586	10	96 551	35	124 137	45	27 586	10	0	0	3	151 723	55
	Beloha	180 226	27 034	15	81 102	45	63 079	35	9 011	5	0	0	3	72 090	40
	Tsihombe	174 455	43 614	25	78 505	45	43 614	25	8 723	5	0	0	3	52 337	30
	Total	1 052 763	161 567	15	425 046	40	399 719	38	66 431	6	0	0		466 150	44
Anosy	Amboasary-atsimo	287 996	43 199	15	129 598	45	100 799	35	14 400	5	0	0	3	115 199	40
	Betroka	236 306	70 892	30	129 968	55	35 446	15	0	0	0	0	2	35 446	15
	Taolagnaro	382 702	133 946	35	191 351	50	57 405	15	0	0	0	0	2	57 405	15
	Total	907 004	248 037	27	450 918	50	193 650	21	14 400	2	0	0		208 050	23
Atsimo Andrefana	Ampanihy ouest	458 913	137 674	30	137 674	30	160 620	35	22 946	5	0	0	3	183 566	40
	Betioky atsimo	355 697	106 709	30	124 494	35	106 709	30	17 785	5	0	0	3	124 494	35
	Toliary-II	425 634	212 817	50	148 972	35	63 845	15	0	0	0	0	2	63 845	15
	Total	1 240 244	457 200	37	411 140	33	331 174	27	40 731	3	0	0		371 904	30
Total Grand Sud		3 200 011	866 804	27	1 287 104	40	924 543	29	121 562	4	0	0		1 046 105	33
Atsimo Atsinanana	Farafangana	467 717	140 315	30	233 859	50	93 543	20	0	0	0	0	3	93 543	20
	Vangaindrano	409 168	143 209	35	204 584	50	61 375	15	0	0	0	0	2	61 375	15
	Total	876 885	283 524	32	438 443	50	154 919	18	0	0	0	0		154 919	18
Vatovavy Fitovinany	Manakara atsimo	422 178	84 436	20	168 871	40	147 762	35	21 109	5	0	0	3	168 871	40
	Mananjary	309 236	92 771	30	77 309	25	92 771	30	46 385	15	0	0	3	139 156	45
	Nosy-varika	282 609	56 522	20	98 913	35	127 174	45	0	0	0	0	3	127 174	45
	Vohipeno	159 685	39 921	25	71 858	45	47 906	30	0	0	0	0	3	47 906	30
	Total	1 173 708	273 649	23	416 952	36	415 613	35	67 494	6	0	0		483 107	41
Total Grand Sud-Est		2 050 593	557 174	27	855 394	42	570 531	28	67 494	3	0	0		638 025	31
Grand Total		5 250 604	1 423 977	27	2 142 498	41	1 495 073	28	189 056	4	0	0		1 684 129	32

Note : Une population en Phase 3+ ne reflète pas nécessairement l'ensemble de la population nécessitant une action urgente. En effet, certains ménages peuvent être en Phase 2 ou même 1, mais uniquement parce qu'ils ont reçu une aide, et peuvent donc avoir besoin d'une action continue. Les incohérences marginales qui peuvent apparaître dans les pourcentages globaux des totaux et des grands totaux sont imputables aux arrondis.

PRINCIPAUX INDICATEURS DE LA SECURITE ALIMENTAIRE

Selon les données de l'Évaluation Approfondie Multisectorielle de la Sécurité Alimentaire menée au mois de mars 2022, la consommation alimentaire est critique pour tous les Districts de la Région Androy malgré les assistances alimentaires humanitaires, à l'exception de Tsihombe. Pour ce dernier, au moment de la collecte des données, l'assistance reçue concernait 33% de la population tandis qu'à Bekily, 96% de la population était touchée par ces aides. Pour Beloha, l'assistance reçue était de 53% et pour Ambovombe, le taux affichait 82% de la population.

Pour les Districts d'Ambovombe, Bekily, et de Beloha, l'assistance reçue entre janvier et avril 2022 est supérieure à l'assistance prévisionnelle du mois de décembre 2021. Cependant, le montant en espèces fourni dans le cadre de ce programme d'assistance humanitaire n'a pas été revu à la hausse conformément à la recommandation faite lors de l'analyse IPC de novembre 2021, alors que l'inflation conjoncturelle et saisonnière a beaucoup affecté le pouvoir d'achat des ménages. Pour Ambovombe et Bekily, sept ménages sur dix affichent une consommation alimentaire Limite ou Pauvre. Des stratégies alimentaires de crise et d'urgence sont adoptées par sept à huit ménages sur dix et ce malgré les assistances. Dans la Région Androy, Bekily est le district le plus affecté par l'insécurité alimentaire, les zones hydroagricoles de cette zone ayant toutes été asséchées durant la campagne agricole 2021-2022.

Pour la Région Atsimo Andrefana, la situation de Betioky et d'Ampanihy Ouest suit la tendance des districts de l'Androy. Les gens mangent à leur faim selon l'indice de la faim. Cependant, la consommation et la diversité alimentaire, reflétées par les indicateurs de score de consommation alimentaire et de diversité alimentaire montrent des niveaux de dégradation indicatifs d'une Phase 3 de l'IPC (Crise) ou plus. Pour Toliara 2, par contre, la situation est acceptable aussi bien en termes de consommation et de diversité alimentaire (70% des ménages avec une consommation alimentaire Acceptable et consomment 5 à 12 groupes d'aliments) qu'en termes de stratégies déployées basées sur l'alimentation (24% mettent en place de stratégies liées à l'alimentation de crise ou d'urgence) et/ou sur les moyens d'existence (20% mettent en place des stratégies basées sur les moyens d'existence de crise ou d'urgence).

Pour la Région Anosy, les aides n'étaient plus soutenues comme au cours de l'année 2021. Le Score de Consommation Alimentaire (SCA) montre que la consommation alimentaire est Limite et Pauvre pour plus des deux tiers des ménages (67%) du district d'Amboasary Atsimo et pour 65% des ménages vivant à Betroka. Des stratégies d'adaptation de crise ou pire liées à l'alimentation sont également mises en place par respectivement 53% et 68% des ménages de ces zones. La tendance de cet indicateur suit celui du SCA et du Score de Diversité Alimentaire au niveau du Ménage (SDAM). L'indice domestique de la faim (IDF) permet toutefois de distinguer la situation alimentaire de ces districts étant donné que pour Taolagnaro et Betroka, trois ménages sur dix présentent des IDF modérés à sévère, contre six ménages sur dix à Amboasary Atsimo. Pour les stratégies basées sur les moyens d'existence, entre quatre à cinq ménages sur dix déploient des stratégies d'adaptation de Crise ou d'Urgence. Cette situation montre une situation en période de soudure. Malgré cette détérioration, pour la période actuelle, qui coïncide avec la récolte de céréales et de tubercules, la situation sera nettement améliorée par rapport à la situation de 2021.

Par ailleurs, la prévalence de la Malnutrition Aiguë Globale (MAG) selon le Périmètre Brachial (PB) dans l'ensemble des trois régions du Sud de Madagascar s'élève à 9,5% (IC 95% [8,0-11,1]) en mars/avril 2022. Cette prévalence est proche du proxy-MAG issue de la Surveillance Nutritionnelle dans les 15 districts du Sud (9,3%) durant le premier trimestre 2022 mais inférieure à la proxy-MAG de l'enquête SMART dans 10 districts (12,4% - IC [10,8-14,2]) en mars/avril 2021. Il n'y a pas de différence significative entre la prévalence de MAG des trois régions ni entre les garçons et les filles. La situation nutritionnelle dans les 15 districts où le système de surveillance est présent est sous contrôle avec un proxy-MAG qui est égal à 8,4%, un proxy-MAS qui est égal à 0,7% pour le premier trimestre 2022. Aucun district n'est en urgence nutritionnelle, et cinq districts sont en alerte nutritionnelle dont les Districts d'Ambovombe, Beloha et Bekily dans la Région Androy et les Districts d'Ampanihy et Sakaraha pour la Région Atsimo Andrefana. Ainsi, au total, 34 communes sont en urgences nutritionnelles et soixante communes sont en alertes nutritionnelles sur les 247 communes des 15 districts.

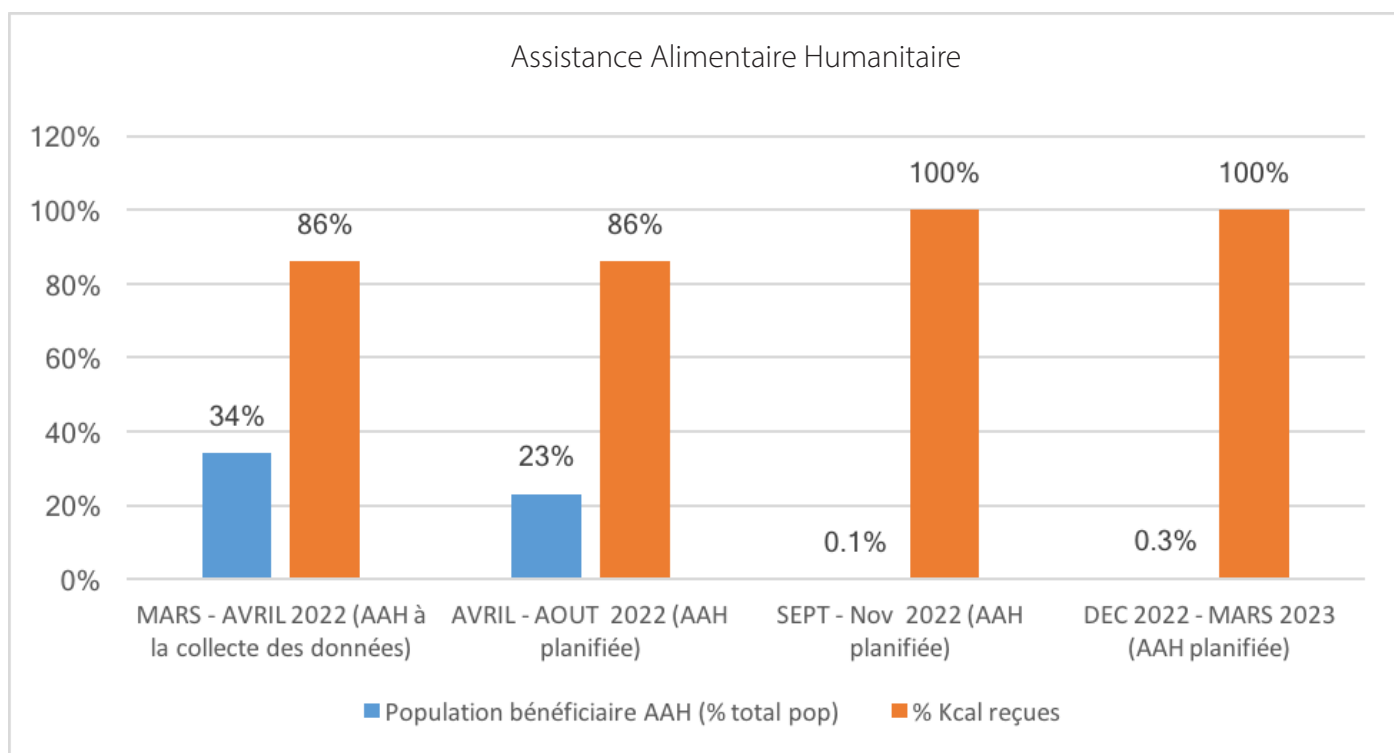
Pour les zones affectées par les cyclones et les inondations, la collecte de donnée a été menée avant la mise en œuvre des assistances humanitaires d'où l'explication des chiffres qui tendent vers une situation de crise assez exceptionnelle pour la zone. Les aides alimentaires humanitaires sont cependant toujours assez faibles pour la plupart des districts affectés sauf pour Mananjary et Vohipeno où pour les mois de mars et avril, les niveaux d'assistance ont respectivement atteint 49% et 32% des ménages. Partout ailleurs, dans cette zone impactée par les cyclones et les inondations, les assistances n'ont pas dépassé 15% de la population. Sur la période courante de l'analyse, cette situation devrait s'améliorer. Il est à noter que, la période de collecte coïncide avec la soudure et que la période courante de l'analyse intègre une période de grande récolte. Le SCA (Pauvre+Limite) de Manakara et Farafangana (83% chacun), Mananjary (93%) Nosy Varika (94%) et Vohipeno (94%) montre une situation alarmante étant donné que huit à neuf ménages sur dix ont des scores Limite ou Pauvre. La diversité alimentaire est plus inquiétante au niveau de Mananjary car 60% des ménages consomment quatre groupes d'aliments voire moins. Dans les autres districts des Régions de Vatovavy et Fitovinany, l'indicateur SDAM sur la diversité alimentaire montre une tendance moins inquiétante que le SCA. Cependant, cette situation est à prendre avec beaucoup de précaution étant donné que cela pourrait signifier une consommation accrue de tubercules et de fruits de substitution. L'indice domestique de la faim (IDF) affiche également des proportions élevées de ménages avec un IDF modéré à sévère pour Mananjary (61%), Manakara (48%), Vohipeno (70%) et Nosy-Varika (64%). L'indicateur de stratégies d'adaptation des moyens d'existence montre une situation assez critique avec cinq à sept ménages sur dix qui déploient des stratégies de crise et



d'urgence.

Pour Farafangana et Vangaindrano, la situation est moins critique : pour le SCA, l'enquête relève une consommation alimentaire Limite à Pauvre pour plus de sept ménages sur dix. Le SDAM montre que la diversité alimentaire est proche de la normale pour plus de 80% de la population consommant cinq à 12 groupes d'aliments. L'indicateur sur la perception de la faim montre également que 50% sont en Phase 1 de l'IPC pour Vangaindrano et 58% pour Farafangana. Les stratégies d'adaptation de crise et d'urgence sur l'alimentation ou sur les autres moyens d'existence sont cependant déployés par cinq à six ménages sur dix dans les deux districts. Par ailleurs, Vangaindrano se trouve dans une situation plus proche de la normale que Farafangana car dans ce district, 35% des ménages ne mettent en place aucune stratégie d'adaptation de leurs moyens d'existence.

FOCUS SUR L'ASSISTANCE ALIMENTAIRE



Malgré les interventions en cours et programmées, 1,68 million de personnes sont classées, sur la période courante de l'analyse (avril – août 2022), en insécurité alimentaire aiguë élevée (Phase 3 de l'IPC ou plus), soit 32% de la population analysée dont 189 000 personnes en situation d'Urgence (Phase 4 de l'IPC) et 1,5 million en Crise (Phase 3 de l'IPC). Bien que l'assistance alimentaire humanitaire ait enregistré sur les derniers mois une couverture élargie (en termes de nombre de bénéficiaires), permettant d'éviter une situation catastrophique, la réponse aux besoins kilocaloriques demeure insuffisante pour combler de façon durable les déficits de consommation des ménages, les laissant en besoin d'une action urgente. Si différentes formes d'aide coexistent, la coordination de l'assistance ne couvrirait pas les besoins de tous les ménages affectés par les chocs, même si l'aide alimentaire reçue réduit effectivement le nombre de gens en difficulté.

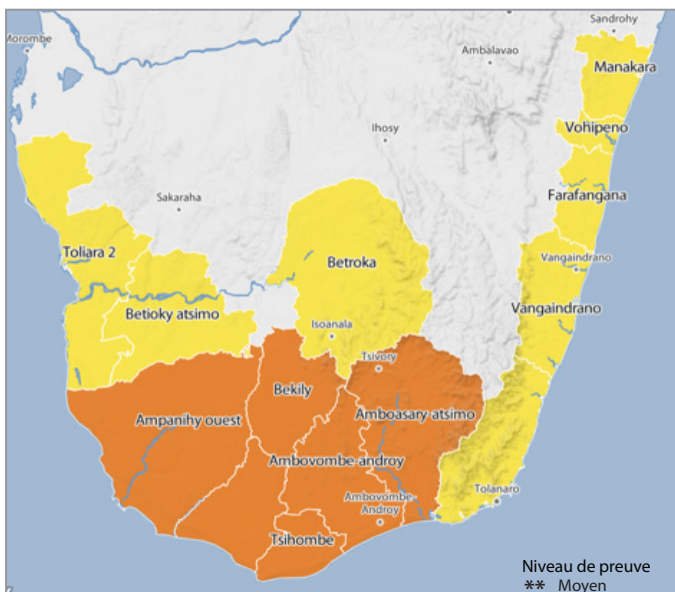
Il faut souligner que le montant en espèces fourni dans le cadre des programmes d'assistance humanitaire n'a pas été revu à la hausse depuis 2020 et ce malgré l'analyse faite en décembre 2021 démontrant que les 100 000 Ariary par ménage et par mois censés couvrir 50% des besoins en kilocalories, ne répondent finalement qu'à environ 35-40% des besoins rapportés au prix du panier alimentaire en termes réels, du fait d'une augmentation significative du prix de l'eau et des denrées de base. Aussi, le manque de moyens réduit l'alimentation des ménages au strict nécessaire pour survivre et les privations font partie du quotidien. Certains ménages dans certaines localités ne mangent qu'un seul repas par jour, fautes de ressources pour manger plus.

Pour les réponses post-cycloniques, aux mois de mars – avril 2022, les interventions humanitaires ont été plus conséquentes dans les Districts de Vohipeno et de Mananjary (respectivement 32% et 49%).

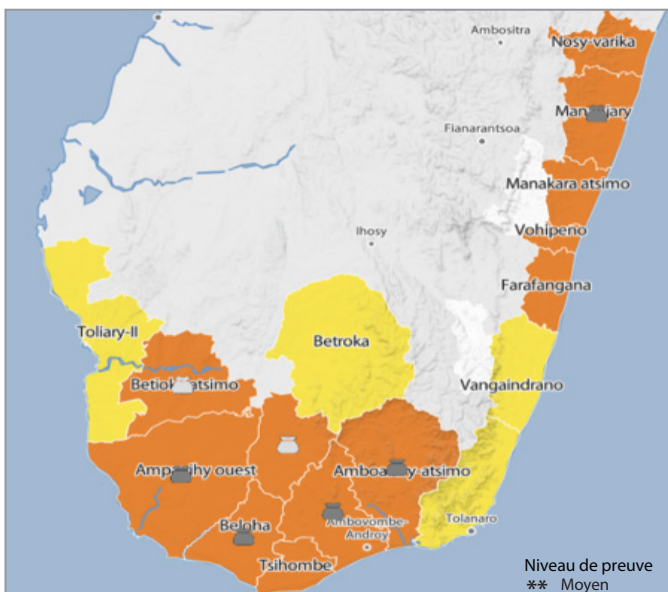
Par ailleurs, aussi bien pour la période d'analyse projetée 1 (septembre – novembre 2022) que pour la projetée 2 (décembre 2022 - mars 2023), les assistances humanitaires planifiées, financées et susceptibles d'être délivrées au moment de cette analyse sont faibles pour l'ensemble des zones d'analyse et ne ciblent qu'une population inférieure à 1%, et ne concernent que les Districts de Beloha, Tsihombe et Ampanihy.

COMPARAISON ENTRE LA SITUATION PROJETÉE (MAI- AOÛT 2022) DE L'ANALYSE DE NOVEMBRE 2021 ET LA PERIODE ACTUELLE (AVRIL - AOÛT 2022) DE L'ANALYSE D'AVRIL 2022

Insécurité alimentaire aiguë actuelle mai à août 2022



Insécurité alimentaire aiguë actuelle avril à août 2022



Pour les régions du Grand Sud, la comparaison de la situation actuelle (avril – août 2022) de l'analyse actuelle à la projection 2 (avril-août 2022) de l'analyse de novembre 2021, montre une situation pire que celle attendue. En effet, lors de l'analyse de novembre 2021, 31% de la population était estimée en insécurité alimentaire élevée (Phase 3 de l'IPC ou plus) sur la période de mai – août 2022, contre 33% pour la période d'avril – août 2022 actualisée dans la présente analyse. Il faut également mentionner que l'analyse actuelle considère l'assistance alimentaire, ce qui n'était pas le cas lors de l'analyse de novembre 2021 (pour la période projetée).

Cette situation est la résultante d'une conjugaison de différents facteurs incluant: les dégâts des cyclones, la succession de deux années de sécheresse engendrant de faibles récoltes et l'amenuisement des moyens d'existence des populations. En plus d'être insuffisante, la pluviométrie s'est avérée mal répartie dans le temps et les récoltes des régions du Grand Sud ont également subi les dégâts des prédateurs. Outre la pauvreté structurelle, les régions du Grand Sud connaissent également une inflation généralisée depuis la crise COVID-19 exacerbée depuis le début de la guerre en Ukraine.

Comparée à l'analyse de novembre 2021, la proportion de personnes en situation d'Urgence (Phase 4 de l'IPC) a toutefois été revue à la baisse passant de 6% pour la période mai à août 2022 projetée lors de l'analyse de novembre 2021 à 4% sur la période courante de l'analyse actuelle. La situation est également disparate selon les districts : ainsi, pour les Districts de Bekily et Betioky, il est observé une détérioration entre les deux analyses, les proportions de personnes en insécurité alimentaire élevée (Phase 3 de l'IPC ou plus) passant, pour Bekily, de 35% à 55% et, pour Betioky, de 15% à 35% suite à une pluviométrie inférieure à la normale. A l'inverse, les Districts d'Amboasary et Tsihombe affichent une amélioration ; les proportions de personnes en Phase 3 de l'IPC (Crise) ou plus passant respectivement de 55% à 40% et de 50% à 30%. Cette amélioration est probablement imputable à des conditions climatiques meilleures que celles anticipées en novembre 2021 et, pour le District d'Amboasary, aux niveaux d'assistance humanitaire reçue.

Pour les régions du Grand Sud Est, les impacts des cyclones tropicaux intenses BATSIRAI et EMNATI sont les principaux facteurs d'écart entre les résultats des analyses prévisionnelles du mois de novembre et la situation courante de cette analyse. En effet, le Grand Sud Est a été le point d'atterrissage de ces deux systèmes, engendrant près de 423 000 sinistrés selon l'évaluation rapide multisectorielle (OCHA-BNGRC). D'après le rapport sur l'Évaluation des dommages et des pertes, causés par les cyclones BATSIRAI et EMNATI sur les secteurs agricoles dans le Grand Sud-Est de Madagascar (FAO, Mars 2022), 61% des parcelles de cultures vivrières et 88% des parcelles de cultures de rentes ont été affectées de diverses manières par ces deux systèmes. D'un point de vue économique, les pertes de production pour les cultures vivrières sont estimées à 61 millions de USD ; le riz et le manioc représentant 90% des pertes estimées. En ce qui concerne les cultures de rentes, les pertes sont évaluées à 78 millions de USD ; les bananes (en particulier pour les Régions de Fitovinany et Vatovavy), le café et le girofle représentant plus de 85% de ces pertes.

PRISE EN COMPTE DE L'IMPACT DE LA CRISE RUSSO-UKRAINIENNE DANS L'ANALYSE

La hausse des coûts de transport et de certaines marchandises sur les marchés internationaux induit par le conflit entre l'Ukraine et la Russie ainsi que la dépréciation de l'Ariary par rapport au dollars ont déjà induit une hausse du panier des produits de première nécessité (PPN) en majorité composé de produits importés. Dans certaines zones, les prix du riz importé affichent depuis le début de la crise russo-ukrainienne des hausses de 15% à 23% en l'espace d'un ou deux mois. Le 6 avril, le Gouvernement a annoncé le plafonnement des prix de dix produits pour les trois prochains mois dont le riz importé, le sucre, l'huile de palme et de soja. Ainsi, pour la période courante de l'analyse, il a été retenu que suite à cette mesure, la hausse des prix devrait être relativement contenue même si les prix demeuraient à des niveaux élevés. Un impact plus important de la hausse des prix sur le pouvoir d'achat des ménages est par ailleurs attendu sur les deux périodes de projections de l'analyse dans le cas où de nouvelles mesures de protection de ce pouvoir d'achat des ménages ne seraient pas adoptées. A cela s'ajoute la possibilité d'une réduction de la subvention des prix à la pompe annoncée par le Gouvernement. Si les modalités et l'amplitude de la réduction restent à définir, une hausse des tarifs des carburants est à craindre dès la période courante de l'analyse et sur les mois suivants; ce qui aura un impact sur les prix des denrées au niveau national et sur le niveau de l'inflation. L'accès des ménages aux marchés et aux denrées alimentaires pourrait être plus difficile pour les deux périodes de projection dans des contextes de pré-soudure et soudure.

VUE D'ENSEMBLE DE LA SITUATION PROJETÉE 1 (SEPTEMBRE 2022 – NOVEMBRE 2022)

Pour les régions du Grand Sud, sur la première période projetée, de septembre à novembre 2022, une augmentation de la proportion de population en insécurité alimentaire aiguë élevée (Phase 3 de l'IPC ou plus) est à craindre. Ainsi, 1,94 million de personnes sont susceptibles d'être en insécurité alimentaire aiguë élevée, dont 222 000 personnes (soit 4% de la population analysée dans la Région du Grand Sud) en situation d'Urgence (Phase 4 de l'IPC). Cette dégradation sera cependant légère comparativement à la même période de l'année 2021 où 49% de la population était attendue en Phase 3 de l'IPC (Crise) ou plus contre 37% pour la présente analyse.

Les chocs subis par la majorité des ménages risquent de s'accroître en raison des faibles productions attendues (mais appréciables par rapport aux dernières campagnes agricoles pour la plupart des districts) aussi bien sur les grandes récoltes que sur la contre saison. La disponibilité alimentaire va s'amenuiser très rapidement en raison des faibles surfaces cultivées, de la faible production et des niveaux bas des stocks. Bien que les prévisions météorologiques soient dans l'ensemble normales, elles ne garantissent pas des quantités suffisantes de pluies pour soutenir une meilleure production agricole. Les stocks de tubercules s'épuiseront assez vite et n'arriveront pas au terme de la première période projetée en raison d'une importante consommation de récolte verte durant la période de soudure. Une inflation grandissante est susceptible de détériorer l'accès alimentaire des ménages. La flambée de prix des denrées alimentaires sera à suivre de près car le contexte socio-économique mondial exacerbera la situation des zones analysées tandis que la demande sur les marchés augmentera au fur et à mesure de l'épuisement des stocks au niveau des ménages.

A la fin de la première projection, vers le mois de novembre, la mise en place de la grande saison permettra de procurer un certain revenu aux ménages même si l'augmentation des charges de l'économie des ménages (approvisionnement alimentaire, scolarisation des enfants, santé...) mettra plus de pression sur la trésorerie et affaiblira le pouvoir d'achat des ménages. Cette période coïncide également avec le début de la période de soudure et la fin des stocks de tubercules et de céréales. Cette situation accentuera la pression au niveau des ménages qui continueront à adopter de stratégies de crise tant sur leur consommation alimentaire que sur leurs moyens d'existence.

Pour les Districts de l'Androy, Amboasary Atsimo, Ampanihy et Betioky, l'accumulation de ces facteurs pourra être aggravée par les risques accrus des maladies comme le paludisme ou celles liées à l'eau. Cette situation amènera les ménages à utiliser des stratégies d'adaptations liées à la consommation alimentaire et aux moyens d'existence pouvant se refléter par une hausse de la part des dépenses alimentaires, une diminution du volume et de la fréquence de ration et ce, au fur et à mesure que l'on s'approchera de la période de grande soudure qui débutera vers la fin de l'année. Dans la Région Atsimo Andrefana,

Hypothèses clés

La période projetée de septembre à novembre 2022 correspond à une période où sont enregistrées des dépenses importantes pour les ménages (préparation de campagne de grande saison, rentrée scolaire...). A cela s'ajoutent les effets néfastes de la pandémie de COVID-19 et les conséquences de la crise russo-ukrainienne : sur la période projetée, si les mesures de blocage des prix mises en place par le Gouvernement début avril ne sont pas reconduites, les prix des denrées alimentaires telles que l'huile, la farine et même les produits de première nécessité pourraient de nouveau augmenter dans un contexte de dévaluation de l'Ariary et de réduction de la subvention aux carburants induisant une hausse des prix à la pompe. L'inflation pourrait être élevée. Les sources de revenus pourraient également être limitées. D'une manière générale, les ménages devraient adopter des stratégies faisant pression sur leurs moyens d'existence, et sur leur alimentation. L'approvisionnement en nourriture se faisant principalement sur le marché pourrait être plus difficile pour les ménages.

- Pour le Sud, la période est une période sèche, qui coïncide avec la soudure. Pendant cette période, les maladies diarrhéiques et les problèmes d'accès à l'eau potable seront accentués. Pour certains districts, les stocks de tubercules assureront une grande partie de l'alimentation des ménages. Les sources de revenus sont basées principalement sur la vente de bétails, de volailles, et sur des travaux miniers, et d'exploitation des ressources forestières. Avec les premières pluies, les risques sont présents pour un



avec la raréfaction des principales sources de nourritures, la plus grande partie de la population se trouvant dans les zones continentales, pourraient modifier ses habitudes alimentaires en consommant d'avantage les cultures maraîchères.

Pour les districts du Grand Sud Est, cette période d'analyse sera marquée par la soudure. La diminution de la production rizicole suite aux intempéries impactera la disponibilité des aliments et affectera la durée de couverture de stock (période de récolte aux mois de juin-juillet). De plus, la récolte de girofle ne sera pas importante pour cette campagne. Pour la Région Atsimo Atsinanana, la récolte sera moins importante mais pour les Régions de Vatovavy et Fitovinany, la situation sera pire ; ce qui impactera négativement les capacités financières des ménages. L'accessibilité et la disponibilité seront ainsi compromis malgré l'existence des aliments de substitution, la vente de bétails et des produits d'élevage qui peuvent procurer un certain revenu aux ménages. L'inflation engendrée par la conjoncture internationale aura un impact sur la capacité financière et le pouvoir d'achat de la plupart des ménages puisque les denrées alimentaires et des produits essentiels non-alimentaires seront peu accessibles.

Des opportunités de travail se présenteront pour les ménages durant cette période notamment les préparations du riz de deuxième saison avec des récoltes prévues pour le début décembre. Les récoltes de letchis procureront des revenus aux ménages, mais fort probablement à des niveaux inférieurs par rapport aux récoltes typiques. La phase la plus critique après le passage des deux cyclones BATSIRAI et EMNATI sera déjà dépassée et les ménages peuvent reconstruire progressivement leurs moyens d'existence. Toutefois, leurs capacités seront toujours faibles et ne permettront pas un prompt rétablissement. D'ailleurs les récoltes seront maigres à cause de la destruction par les cyclones des cultures principales, ce qui réduira

fortement les opportunités de revenus liées aux cultures de rente et à la vente d'autres produits agricoles. Les récoltes de tubercules pourraient être destinées à l'autoconsommation en général. Cette période correspondra également au début de la période de soudure et même s'il y a des opportunités de revenus liées aux principaux travaux agricoles, elles n'amélioreront que partiellement les sources de revenus des ménages puisque la relance restera incertaine et dépendra en grande partie de la disponibilité en semences et autres intrants pour les agriculteurs.

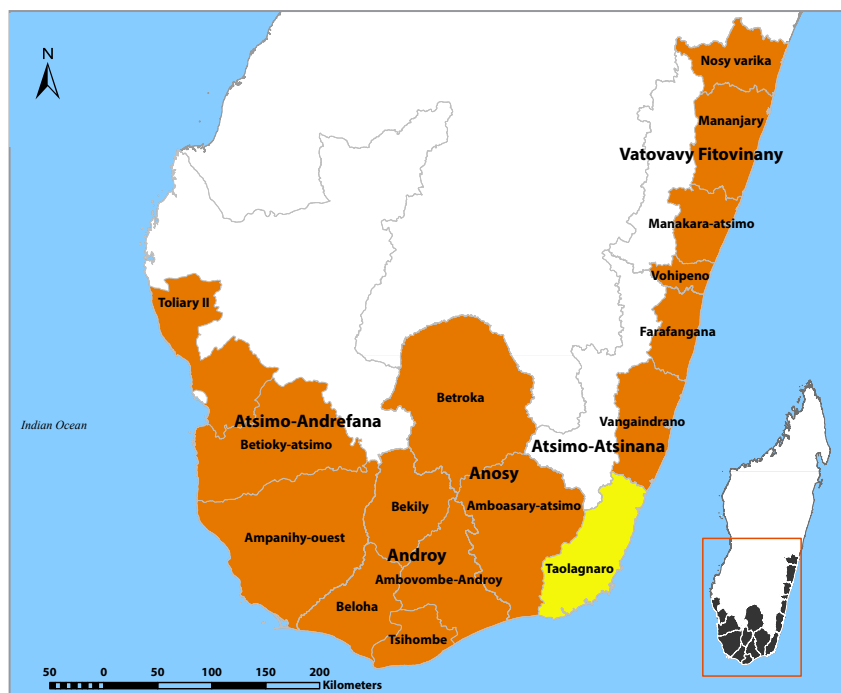
L'accès à une alimentation en quantité suffisante et diversifiée est susceptible de demeurer difficile dans cette période. Il y a une forte possibilité que les farines de manioc soient l'aliment de base pour certains ménages et le niveau de ration, même pour la consommation de riz, sera inférieur à la normale. La proportion de ménages en insécurité alimentaire élevée (Phase 3 et 4 de l'IPC) augmentera à 703 000 personnes, passant de 31% pour la période courante à 34% de la population analysée pour la projetée.

début d'invasion acridienne surtout à Bekily et Betroka.

- Pour le Grand Sud Est, dont la partie Nord, les sources de revenus seront limitées à cause des pertes et des dégâts sur les cultures de rentes.
- Pour la Région Atsimo Atsinanana, la situation sera un peu différente par rapport aux Régions Vatovavy et Fitovinany, l'impact des cyclones n'a engendré que des inondations, aussi, les activités sur les cultures de rentes sont susceptibles d'être épargnées.
- Cependant, pour le Grand Sud Est, la relance agricole en cours doit permettre d'espérer des récoltes tardives et des stocks alimentaires, pour la période projetée 1. Egalement, la réhabilitation des cultures de rentes pourrait dégager quelques sources de revenus pour les salariats agricoles. Tout cela atténuerait la situation d'insécurité alimentaire.



CARTE ET TABLEAU DE LA POPULATION DE L'INSÉCURITÉ ALIMENTAIRE AIGUË PROJETÉE 1 AU GRAND SUD (SEPTEMBRE –NOVEMBRE 2022)



LÉGENDE

Classification IPC des phases d'insécurité alimentaire aiguë (IAA)

(la Phase cartographiée représente la sévérité qui touche au moins 20 % de la population)

- 1 - Minimale
- 2 - Stress
- 3 - Crise
- 4 - Urgence
- 5 - Famine
- Zones non analysées

Niveau de preuve

** Moyen

Région	District	Population totale analysée	Phase 1		Phase 2		Phase 3		Phase 4		Phase 5		Zone Phase	Phase 3+	
			#per.	%	#per.	%	#per.	%	#per.	%	#per.	%		#per.	%
Androy	Ambovombe-androy	422 222	42 222	10	168 889	40	190 000	45	21 111	5	0	0	3	211 111	50
	Bekily	275 860	27 586	10	82 758	30	124 137	45	41 379	15	0	0	3	165 516	60
	Beloha	180 226	27 034	15	81 102	45	54 068	30	18 023	10	0	0	3	72 091	40
	Tsihombe	174 455	43 614	25	61 059	35	52 337	30	17 446	10	0	0	3	69 783	40
	Total	1 052 763	140 456	13	393 808	37	420 541	40	97 958	9	0	0		518 499	49
Anosy	Amboasary-atsimo	287 996	28 800	10	115 198	40	115 198	40	28 800	10	0	0	3	143 998	50
	Betroka	236 306	59 077	25	129 968	55	47 261	20	0	0	0	0	3	47 261	20
	Taolagnaro	382 702	114 811	30	210 486	55	57 405	15	0	0	0	0	2	57 405	15
	Total	907 004	202 687	22	455 653	50	219 865	24	28 800	3	0	0		248 665	27
Atsimo Andrefana	Ampanihy ouest	458 913	114 728	25	114 728	25	206 511	45	22 946	5	0	0	3	229 457	50
	Betioky atsimo	355 697	88 924	25	106 709	30	124 494	35	35 570	10	0	0	3	160 064	45
	Toliary-II	425 634	170 254	40	170 254	40	85 127	20	0	0	0	0	3	85 127	20
	Total	1 240 244	373 906	30	391 691	32	416 132	34	58 515	5	0	0		474 647	39
Total Grand Sud		3 200 011	717 049	22	1 241 152	39	1 056 538	33	185 273	6	0	0		1 241 811	39
Atsimo Atsinanana	Farafangana	467 717	116 929	25	257 244	55	93 543	20	0	0	0	0	3	93 543	20
	Vangaindrano	409 168	122 750	30	204 584	50	81 834	20	0	0	0	0	3	81 834	20
	Total	876 885	239 680	27	461 828	53	175 377	20	0	0	0	0		175 377	20
Vatovavy Fitovinany	Manakara atsimo	422 178	84 436	20	147 762	35	168 871	40	21 109	5	0	0	3	189 980	45
	Mananjary	309 236	61 847	20	92 771	30	139 156	45	15 462	5	0	0	3	154 618	50
	Nosy-varika	282 609	56 522	20	98 913	35	127 174	45	0	0	0	0	3	127 174	45
	Vohipeno	159 685	39 921	25	63 874	40	55 890	35	0	0	0	0	3	55 890	35
	Total	1 173 708	242 726	21	403 320	34	491 091	42	36 571	3	0	0		527 662	45
Total Grand Sud-Est		2 050 593	482 406	24	865 148	42	666 468	33	36 571	2	0	0		703 039	34
Grand Total		5 250 604	1 199 454	23	2 106 300	40	1 723 006	33	221 844	4	0	0		1 944 850	37

Note : Une population en Phase 3+ ne reflète pas nécessairement l'ensemble de la population nécessitant une action urgente. En effet, certains ménages peuvent être en Phase 2 ou même 1, mais uniquement parce qu'ils ont reçu une aide, et peuvent donc avoir besoin d'une action continue. Les incohérences marginales qui peuvent apparaître dans les pourcentages globaux des totaux et des grands totaux sont imputables aux arrondis.

VUE D'ENSEMBLE DE LA SITUATION PROJETÉE 2 (DECEMBRE 2022 – MARS 2023)

Pour cette deuxième période de projection, un peu plus de 2 millions de personnes seront en Phase 3 de l'IPC (Crise) ou plus et auront besoin d'une action urgente, ce qui représente 39% de l'ensemble de la population des Districts analysés contre 37% en première période projetée et 32% en phase courante. A partir du mois de décembre jusqu'au mois de mars, la situation va généralement se dégrader avec l'installation de la période de soudure attendue cette année comme intense. Bien que l'approvisionnement sur les marchés reste possible, l'inflation galopante engendrée par la crise russo-ukrainienne est susceptible de faire flamber le prix des aliments de base et aggraver l'accessibilité alimentaire augmentant la pression sur les moyens d'existence des ménages. Sans action humanitaire, les ménages vulnérables risqueront d'être les plus exposés.

Tous les Districts seront en Phase 3 de l'IPC (Crise) à l'exception des Districts de Bekily et Amboasary Sud qui basculeront en Phase 4 de l'IPC (Urgence). Dans ces zones, les alternatives pour faire face aux difficultés alimentaires vont se raréfier. La consommation d'aliments de disette sera incontournable pour les plus démunis et le pourcentage de ménages présentant un niveau de consommation pauvre va augmenter avec l'épuisement total des stocks des aliments de base. La pression sur les moyens d'existence continuera d'augmenter pour assurer l'accès aux aliments sur le marché. Cette pression sera d'autant plus forte à cause de la flambée des prix engendrée premièrement par la faible production résultante de la sécheresse qui a touché les districts producteurs qui approvisionnent les marchés du Grand Sud comme Bekily, Betroka et Betioky. Deuxièmement, la dépréciation continue de l'Ariary et la hausse des cours mondiaux des prix des produits importés à cause de la crise en russo-ukrainienne est susceptible de se poursuivre. Cette flambée des prix persistante pourrait déstabiliser l'accès des ménages à la nourriture. Par ailleurs, la prévision d'un niveau normal de précipitation dans cette partie de l'île est assez marginale. Néanmoins, elle permettrait de mettre en place quelques cultures, de faire quelques récoltes précoces pendant cette période d'observation et, par conséquent, d'augmenter les opportunités de travail ; des facteurs qui pourraient atténuer la dégradation. A l'exception des Districts des Régions d'Atsimo Andrefana, les invasions acridiennes risqueraient d'accentuer la réticence des ménages à vouloir cultiver ou pire détruire les cultures qui auront été mises en place.

Dans la Région Atsimo Atsinanana, la situation continuera également de se dégrader. Les districts ne changeront pas de phase : ils seront classés en Phase 3 de l'IPC (Crise) mais avec une légère augmentation de la population en Phase 3 de l'IPC (Crise), 25% contre 20% durant la première projection. Une petite récolte de riz sera observée au début de la deuxième projection notamment en décembre, avec les cultures qui ont été mises en place sur les terres irriguées en permanence et faiblement dépendantes de la pluie durant la première projection. Les stocks issus de cette production sont susceptibles d'être moins conséquents et pourraient s'épuiser vite. La deuxième soudure marquera ainsi cette période d'analyse et les aliments de substitution comme les fruits à pain qui prennent normalement le relais pourraient sur la période fortement diminuer suite aux dégâts causés par le cyclone EMNATI. La hausse de la consommation d'aliment de disette (tavolo) et la dilapidation des moyens d'existence seront très probables. De plus, le passage d'éventuels cyclones et inondations pourraient impacter négativement les revenus des ménages. Tous ces facteurs sont susceptibles de dégrader la situation alimentaire des ménages. Dans le Grand Sud Est, la tendance sera un peu différente du Sud. Dans les Régions Vatovavy et Fitovinany, les districts resteront en Phase 3 de l'IPC mais le pourcentage de population dans cette phase pourrait légèrement diminuer par rapport à la première projection. Cette amélioration reflète l'importance des dégâts engendrés par le passage successif des cyclones BATSIRAI et EMNATI dans ces deux régions au cours des périodes de récolte et post récolte. La sévérité de la situation est telle que l'impact apporté par la petite récolte de riz hosi en décembre sera palpable sur l'accessibilité alimentaire des ménages. Les revenus apportés par ces activités de récolte vont permettre aux ménages classés auparavant en phase d'urgence de migrer dans une phase moins inquiétante. Quoiqu'il en soit, la production n'est pas assez importante pour permettre un changement plus important. Les ménages les plus vulnérables sont donc susceptibles de rester en Phase 3 de l'IPC (Crise).

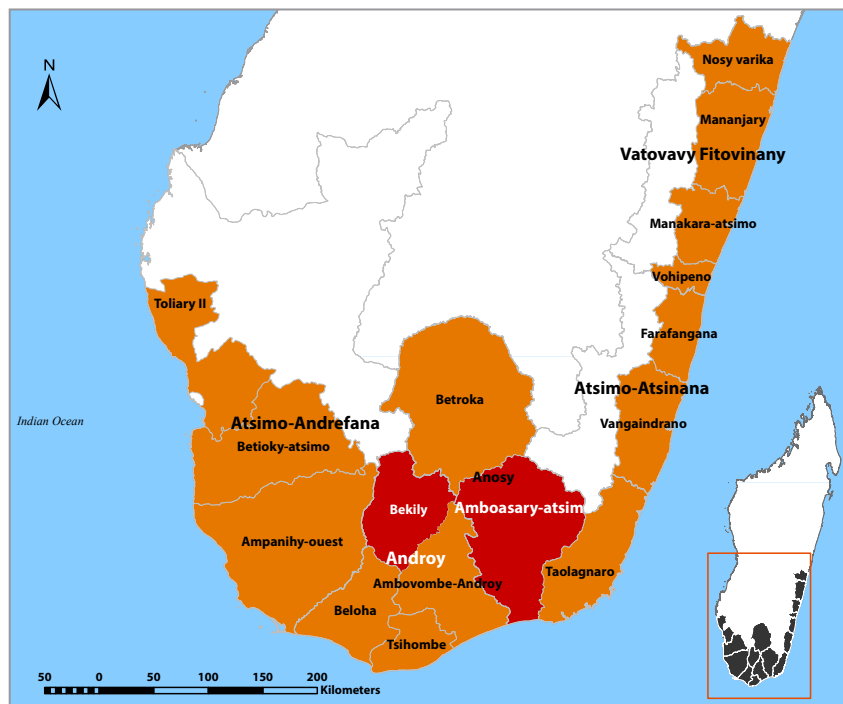
Hypothèses clés

Pour cette période projetée, la pluie est attendue dans l'ensemble des zones d'analyses permettant de lancer la grande campagne agricole. Le lancement de la campagne signifie une opportunité de travail pour les pauvres et les très pauvres et une dépense accrue pour les ménages riches et les moyens. Avec la période de pluie, les inondations et les cyclones sont attendus pour le Grand Sud Est.

- D'une manière générale, la période projetée 2 coïncide avec le pic de soudure : une flambée des prix est attendue, liée à la saisonnalité mais également à l'impact de la crise russo-ukrainienne qui est susceptible de continuer à tirer les prix des produits importés vers le haut, en plus des prix du carburant. L'inflation est susceptible d'être galopante. Ces éléments pourraient engendrer des problèmes d'accès à certains marchés et à l'alimentation pour les ménages. Les routes deviendront également de plus en plus impraticables retardant l'approvisionnement des marchés. Le début de la période projetée coïncide également avec une période de petite récolte et des récoltes en vert. Cette situation est fréquente pour le Grand Sud Est mais rare pour le Grand Sud.
- Pour le Grand Sud Est, si une production fruitière est attendue, la production espérée pourrait être en baisse à cause des cyclones.
- La période se démarque également par l'importance des ravageurs de culture, notamment les Chenilles Léjonnaires d'Automne et les criquets. Une résurgence des maladies humaines est également fort probable : maladies liées à l'eau ou vectorielles comme le paludisme de même que la menace de la pandémie COVID-19 et de ses impacts.
- Pour les zones "greniers" du Grand Sud, et les chefs-lieux de districts, le phénomène de migration pourrait exacerber la situation économique et environnementale des zones d'accueil où l'insécurité pourrait être préoccupante. D'une manière générale, la période projetée est susceptible d'être difficile sur le plan économique et social. Le charbon, la cueillette, les travaux dans les mines, constitueront des alternatives pour les ménages pauvres et très pauvres.



CARTE ET TABLEAU DE LA POPULATION DE LA SITUATION PROJÉTÉE 2 AU GRAND SUD (DECEMBRE 2022 – MARS 2023)



LÉGENDE

Classification IPC des phases d'insécurité alimentaire aiguë (IAA)

(la Phase cartographiée représente la sévérité qui touche au moins 20 % de la population)

- 1 - Minimale
- 2 - Stress
- 3 - Crise
- 4 - Urgence
- 5 - Famine
- Zones non analysées

Niveau de preuve
** Moyen

Région	District	Population totale analysée	Phase 1		Phase 2		Phase 3		Phase 4		Phase 5		Zone Phase	Phase 3+	
			#per.	%	#per.	%	#per.	%	#per.	%	#per.	%		#per.	%
Androy	Ambovombe-androy	422 222	42 222	10	168 889	40	190 000	45	21 111	5	0	0	3	211 111	50
	Bekily	275 860	27 586	10	68 965	25	124 137	45	55 172	20	0	0	4	179 309	65
	Beloha	180 226	18 023	10	72 090	40	63 079	35	27 034	15	0	0	3	90 113	50
	Tsihombe	174 455	34 891	20	52 337	30	61 059	35	26 168	15	0	0	3	87 227	50
	Total	1 052 763	122 722	12	362 281	34	438 275	42	129 485	12	0	0		567 761	54
Anosy	Amboasary-atsimo	287 996	14 400	5	100 799	35	115 198	40	57 599	20	0	0	4	172 797	60
	Betroka	236 306	59 077	25	118 153	50	59 077	25	0	0	0	0	3	59 077	25
	Taolagnaro	382 702	114 811	30	172 216	45	95 676	25	0	0	0	0	3	95 676	25
	Total	907 004	188 287	21	391 168	43	269 950	30	57 599	6	0	0		327 550	36
Atsimo Andrefana	Ampanihy ouest	458 913	68 837	15	160 620	35	206 511	45	22 946	5	0	0	3	229 457	50
	Betioky atsimo	355 697	71 139	20	88 924	25	142 279	40	53 355	15	0	0	3	195 634	55
	Toliary-II	425 634	148 972	35	170 254	40	85 127	20	21 282	5	0	0	3	106 409	25
	Total	1 240 244	288 948	23	419 797	34	433 916	35	97 582	8	0	0		531 498	43
Total Grand Sud		3 200 011	599 958	19	1 173 247	37	1 142 143	36	284 667	9	0	0		1 426 810	45
Atsimo Atsinana	Farafangana	467 717	116 929	25	233 859	50	116 929	25	0	0	0	0	3	116 929	25
	Vangaindrano	409 168	122 750	30	184 126	45	102 292	25	0	0	0	0	3	102 292	25
	Total	876 885	239 680	27	417 984	48	219 221	25	0	0	0	0		219 221	25
Vatovavy Fitovinany	Manakara atsimo	422 178	84 436	20	189 980	45	147 762	35	0	0	0	0	3	147 762	35
	Mananjary	309 236	61 847	20	123 694	40	123 694	40	0	0	0	0	3	123 694	40
	Nosy-varika	282 609	70 652	25	113 044	40	98 913	35	0	0	0	0	3	98 913	35
	Vohipeno	159 685	39 921	25	71 858	45	47 906	30	0	0	0	0	3	47 906	30
	Total	1 173 708	256 856	22	498 576	42	418 275	36	0	0	0	0		418 275	36
Total Grand Sud-Est		2 050 593	496 535	24	916 561	45	637 496	31	0	0	0	0		637 496	31
Grand Total		5 250 604	1 096 493	21	2 089 806	40	1 779 639	34	284 666	5	0	0		2 064 305	39

Note : Une population en Phase 3+ ne reflète pas nécessairement l'ensemble de la population nécessitant une action urgente. En effet, certains ménages peuvent être en Phase 2 ou même 1, mais uniquement parce qu'ils ont reçu une aide, et peuvent donc avoir besoin d'une action continue. Les incohérences marginales qui peuvent apparaître dans les pourcentages globaux des totaux et des grands totaux sont imputables aux arrondis.

RECOMMANDATIONS POUR L'ACTION

Priorités de réponse

Pour la sécurité alimentaire :

Considérant les résultats de cette analyse IPC, qui prennent en compte l'assistance alimentaire humanitaire déjà planifiée, financée et susceptible d'être délivrée, et ceux du mois de novembre 2021, il est démontré qu'une mise à l'échelle en termes de couverture des bénéficiaires et de calories/ ration provisionnée devra être intensifiée.

Pour statuer sur le niveau d'insécurité alimentaire dans les Districts d'Ikongo et Midongy Atsimo dans le Grand Sud-Est, des zones enclavées touchées par les deux systèmes cycloniques BATSIRAI et EMNATI, la collecte des données MUAC (mid-upper arm circumference) est imminente pour obtenir des informations sur les niveaux de Malnutrition Aiguë Globale des enfants de moins de cinq ans.

Aussi bien pour le Grand Sud Est que pour le Grand Sud, une action urgente est incontournable pour assister les ménages en situation de Crise et d'Urgence (Phase 3 ou plus de l'IPC) pour sauver des vies, réduire les déficits de consommation, protéger et reconstituer les moyens d'existence.

Les actions d'appui aux activités agricoles sont très importantes pour le Grand Sud Est qui bénéficie d'un climat favorable permettant l'installation des cultures à tout moment tout en valorisant les techniques d'Agriculture Intelligente face au Climat (AIC). Ces appuis concernent l'approvisionnement en semences à cycle court de qualité, adaptées et sensibles à la nutrition et en produits phytosanitaires. Ce genre d'appui est également nécessaire pour le Grand Sud surtout avant la prochaine saison culturale 2022-2023. Les activités de soutien des secteurs élevage et pêche maritime sont également importantes pour permettre aux ménages victimes des cyclones, pauvres et très pauvres, de relancer leurs activités génératrices de revenu. Des activités de relèvement devront être menées pour permettre l'accès aux marchés et améliorer les flux des biens et des personnes dans les zones impactées par les cyclones et les inondations. Par ailleurs, dans la même foulée, le désensablement des rizières est nécessaire, ainsi que des activités visant à rétablir les cultures de rentes.

L'agriculture de contre saison dans la partie littorale, et au niveau des Districts d'Ampanihy, Betioky Atsimo et Tuléar 2 a pu profiter des précipitations amenées suite au passage de la tempête tropicale JASMINE vers la fin du mois d'avril 2022. Cependant, cette relance pourrait subir l'infestation des déprédateurs de cultures notamment les criquets et les chenilles. Une surveillance renforcée de ces déprédateurs est à mettre en œuvre. En effet, le criquet ravageur, une espèce dépendante de la pluviométrie, reste un ennemi redoutable permanent des cultures, pouvant infester les Districts Ambovombe, Bekily, Beloha et Tsihombe de la Région Androy, les Districts d'Amboasary Atsimo, Betroka et Taolagnaro de la Région Anosy, les Districts d'Ampanihy Ouest, Betioky Atsimo et Toliara II de la Région Atsimo Andrefana. Il pourrait aggraver l'insécurité alimentaire en cas d'un retard ou d'une rupture d'intervention à temps. De ce fait, la lutte antiacridienne nécessite l'engagement du Gouvernement et la contribution de tous les acteurs pour éviter un choc plus dur à la population vulnérable.

L'annonce des débuts imminents de la réhabilitation des routes nationales RN10, RN13 et RN12 s'inscrit dans la résolution sur le long terme des problèmes d'insécurité alimentaire dans le Grand Sud. Les activités structurantes et intégrées visant à faciliter l'accès à l'eau pour de multiples usages dont l'eau potable, l'accès aux soins et à l'éducation, devraient être mises en place. Une analyse plus pointue axée sur l'insécurité alimentaire chronique est nécessaire pour une meilleure orientation des actions de moyen et long termes.

Pour la nutrition, la mise en œuvre d'une enquête SMART (Standardised Monitoring and Assessment of Relief and Transitions) rapide et le renforcement du système de surveillance nutritionnelle couvrant le dernier semestre de cette année sont fortement recommandés pour les districts les plus en difficulté, notamment dans le Grand Sud Est. Les informations nutritionnelles obtenues à temps renseigneront sur les difficultés des ménages et permettront d'enclencher des activités de réponses d'urgence.

Plus de renforcement des initiatives en matière de coordination et d'opérationnalisation du Nexus Humanitaire, Développement et Paix (HDP) devrait contribuer davantage à la complémentarité et l'efficacité des multiples interventions dans le secteur de la sécurité alimentaire. L'approche multisectorielle doit être systématiquement privilégiée pour protéger les investissements visant l'amélioration de la sécurité alimentaire des ménages et pour apporter en même temps l'appui nécessaire permettant aux ménages de gérer les autres aspects contribuant à leur bien-être (planning familial, accès aux soins, accès à l'eau potable, ...).

Des actions d'anticipation pour atténuer les effets des aléas climatiques frappant les zones d'analyse devront être mises au premier plan et prioritaires dans la mobilisation des ressources, tout comme d'autres chocs imprévisibles, à l'exemple de la crise sanitaire de COVID-19 ou la crise russo-ukrainienne, qui viendraient compliquer la gestion des risques. Ces actions incluront, entre autres, des actions de renforcement de résilience des ménages en préparation à la prochaine saison cyclonique et des interventions visant l'autonomisation des femmes. Elles devront également tenir compte des pertes en termes de récoltes et de manque à gagner ainsi que la constitution de stocks de contingence (semences adaptées) pouvant être déployés selon les besoins pour garantir, d'une part, la relance au moment opportun et d'autre part l'amélioration des dispositifs de stockage de récoltes.

Activités de surveillance et d'actualisation de la situation

Un suivi périodique de la situation permettra d'améliorer et d'orienter la conduite d'actions d'urgence et de relèvement. Une mise à jour du bulletin IPC de l'insécurité alimentaire aiguë est à planifier une fois les prévisions saisonnières et les données sur la production agricole disponibles. La continuité des activités de surveillance nutritionnelle qui permettront de suivre les poches de malnutrition, d'optimiser les ressources et d'actualiser la situation dans son ensemble devrait également être assurée.

Facteurs de risques à surveiller

Les facteurs de risques à surveiller pouvant aggraver la situation sont :

- L'inflation galopante pouvant être influencée par la crise russo-ukrainienne qui risque d'accentuer l'adoption de stratégies au détriment de l'alimentation et de stratégies basées sur les moyens d'existence et de limiter également la disponibilité et l'accès alimentaire ;
- L'augmentation de la vente de volailles et de bétails qui risque de favoriser la transmission des maladies animales ;
- L'évolution des cas de maladies liées à l'eau et vectorielles notamment la diarrhée et le paludisme ainsi que les séquelles de la pandémie de COVID-19 ;
- Les phénomènes migratoires qui risquent de déstabiliser l'équilibre général de l'économie et l'environnement des zones d'accueil ;
- Les ravageurs de cultures, notamment les chenilles et les criquets qui proliféreront normalement avec la pluie ;
- Les tempêtes de sable ou "tiomena" détruisant partiellement ou totalement les cultures avec de lourdes répercussions sur les rendements agricoles ;
- L'insécurité qui peut entraver le déploiement de l'assistance humanitaire et la reprise des travaux agricoles.

PROCESSUS ET MÉTHODOLOGIE

L'atelier d'analyse IPC de l'insécurité alimentaire aiguë (IAA) a été mené à Tuléar du 21 au 27 avril 2022. La première journée a été consacrée aux sessions de rappel sur les outils et protocoles IPC 3.1 afin de clarifier les questionnements des analystes suite aux lectures en ligne recommandées préalablement à l'atelier.

L'analyse IPC IAA a couvert dix districts du Grand Sud (Districts de Beloha, Ambovombe Androy, Bekily, Tsihombe de la Région Androy ; Districts d'Amboasary Atsimo, Betroka et Taolagnaro de la Région Anosy ; les Districts d'Ampanihy Ouest, Betsioky Atsimo et Toliara 2 de la Région Atsimo Andrefana) et six districts du Grand Sud Est (Districts de Farafangana et Vangaindrano de la Région Atsimo Atsinanana ; Districts de Manakara et Vohipeno de la Région Fitovinany ; Districts de Mananjary et Nosy-Varika de la région Vatovavy).

L'analyse a regroupé une quarantaine d'analystes issus de différents horizons, de différents secteurs, du niveau central et local, issus des organismes Onusiennes, de la Société Civile et du Gouvernement et a bénéficié d'un appui à distance de la part de l'équipe l'Unité de Support Global (GSU) de l'IPC. Une validation en plénière des résultats a été menée lors des derniers jours de l'analyse.

Données utilisées

L'analyse a bénéficié d'un éventail de preuves mises à disposition des analystes sur le portail de Système de Support de l'information (SSI) et analysées selon le principe de convergence des preuves conformément au cadre d'analyse d'IPC. Pour le Grand Sud, les résultats de l'Evaluation Approfondie Multisectorielle de la Sécurité Alimentaire (EAM SA) constitue la principale source des données tandis que pour le Grand Sud Est, les informations issues de l'Evaluation des dégâts et pertes causés par les cyclones BATSIRAI et EMNATI sur les secteurs agricoles et des besoins (PDNA : post disaster needs assessment) ont été utilisées. L'analyse du Grand Sud a également bénéficié de la disponibilité des preuves sur l'état nutritionnel avec les prévalences de Malnutrition Aiguë Globale (MAG) mesurée à partir du périmètre brachial et les données du Système de Surveillance Nutritionnel (SSN) couvrant 15 districts du Sud.

Outre ces sources d'information, l'analyse s'est également appuyée sur les tendances des maladies produites par le système national d'information sanitaire (DHIS2), les données de la Direction Générale de la Météorologie Malagasy, les données du Système d'Information sur la Sécurité Alimentaire et la Vulnérabilité (SISAV) de la FAO, les données de prix MVAM du PAM, les données sur les assistances humanitaires du cluster de Sécurité Alimentaire et Moyens de Subsistance (SAMS).

Les impacts probables de la crise russo-ukrainienne sont pris en considération dans l'analyse sur la base du bulletin émis par le PAM au niveau de la sous-région de la SADC. Ce bulletin a permis de contextualiser et d'affiner les hypothèses de travail sur les deux périodes projetées.

L'analyse IPC s'est reposée sur quatre preuves directes (selon les protocoles IPC 3.1), et une trentaine de preuves indirectes pour la classification. Les principales données utilisées ont pour la plupart un score de confiance élevé, de R1+ à R2, et le niveau de confiance de l'analyse est estimé à Moyen (deux étoiles).

Limites de l'analyse

La principale limite de l'analyse repose sur l'absence des données structurelles et chroniques, et surtout des données nutritionnelles dans certaines zones qui permettent de mieux approfondir l'analyse.

Insécurité alimentaire aiguë nom et description de la phase

Phase 1 Nulle/ Minimale	Phase 2 Stress	Phase 3 Crise	Phase 4 Urgence	Phase 5 Catastrophe/ Famine
Les ménages sont capables de couvrir leurs besoins essentiels alimentaires et non-alimentaires sans s'engager dans des stratégies atypiques ou non durables pour accéder à de la nourriture et à des revenus.	Les ménages ont une consommation alimentaire minimalement adéquate mais ne peuvent assumer certaines dépenses non-alimentaires sans s'engager dans des stratégies d'adaptation de stress.	Les ménages: • ont des déficits de consommation alimentaire reflétés par une malnutrition aiguë élevée ou supérieure aux niveaux habituels ; ou • parviennent à couvrir leurs besoins alimentaires essentiels de façon marginale mais seulement en se départissant de leurs avoirs de moyens d'existence majeurs ou en employant des stratégies d'adaptation de crise.	Les ménages : • ont d'importants déficits de consommation alimentaire reflétés par une malnutrition aiguë très élevée et une surmortalité ; ou • sont en mesure de réduire l'importance des déficits alimentaires mais uniquement en utilisant des stratégies d'adaptation d'urgence et en liquidant leurs avoirs.	Les ménages manquent énormément de nourriture et/ou de quoi subvenir à leurs autres besoins de base malgré une utilisation maximale des stratégies d'adaptation. Des niveaux d'inanition, de décès, de dénuement et de malnutrition aiguë critiques sont manifestes. (Pour une classification en phase Famine, la zone doit avoir des niveaux de malnutrition aiguë et de mortalité extrêmement critiques)

Ce que sont l'IPC et l'IPC de l'insécurité alimentaire aiguë ?

L'IPC consiste en une série d'outils et de procédures qui servent à classer le niveau de sévérité et les caractéristiques des crises alimentaires et nutritionnelles ainsi que de l'insécurité alimentaire chronique sur la base de normes internationales. L'IPC se compose de quatre fonctions qui se renforcent mutuellement; chacune d'elles s'accompagne d'un ensemble de protocoles (outils et procédures) spécifiques. Les paramètres fondamentaux de l'IPC comprennent l'établissement d'un consensus, la convergence des preuves, la redevabilité, la transparence et la comparabilité. L'analyse IPC vise à fournir des indications pour la réponse d'urgence de même que pour la politique de sécurité alimentaire et la programmation à moyen et long terme.

Pour l'IPC, l'insécurité alimentaire aiguë se définit par toute manifestation d'insécurité alimentaire dans une zone spécifiée à un moment donné et dont le niveau de sévérité menace des vies et/ou des moyens d'existence quelles qu'en soient les causes, le contexte ou la durée. Elle est très sujette aux variations, de même qu'elle peut survenir et se manifester au sein d'une population en un court laps de temps suite à des changements brusques ou des chocs qui ont un impact négatif sur les déterminants de l'insécurité alimentaire.

Pour de plus amples informations, contacter:

RAONIVELO, Andrianianja

Point focal IPC Madagascar, BNGRC.
nraonivelo@gmail.com

Unité de soutien global IPC
www.ipcinfo.org

Cette analyse a été conduite sous le parrainage du Bureau National de Gestion des Risques et des Catastrophes. Elle a bénéficié du soutien technique et financier de l'Unicef et du PAM Madagascar ainsi que du GSU/IPC.

Classification de l'insécurité alimentaire et de la malnutrition conduite à l'aide des protocoles IPC, développés et mis en œuvre par le Partenariat mondial de l'IPC - Action contre la faim, CARE, le CILSS, le EC-JRC, la FAO, FEWSNET, le groupe sectoriel (cluster) sécurité alimentaire, le groupe sectoriel (cluster) malnutrition, l'IGAD, Oxfam, SICA, la SADC, Save the Children, l'UNICEF et le PAM.

Partenaires de l'analyse IPC:

